



Centrale d'achats des CROUS

## Cahier des clauses particulières- Marché national de fourniture de petit matériel de cuisine, vaisselle et plateaux à usage professionnel

Appel d'offres ouvert n° 2025001

## Table des matières

Article 1	Identification des parties contractantes .....	3
Article 1.1.	Identification du pouvoir adjudicateur.....	3
Article 1.2.	Identification de l'opérateur économique .....	4
Article 2	Objet et caractéristiques du marché.....	4
Article 2.1.	Objet du marché .....	4
Article 2.2.	Nomenclature des prestations - Classification CPV.....	4
Article 2.3.	Généralités.....	5
Article 2.4.	Allotissement .....	5
Article 2.5.	Lieux d'exécution .....	5
Article 2.6.	Forme et modalités de financement de l'accord-cadre .....	6
Article 2.7.	Durée et date de début de l'accord-cadre .....	6
Article 2.8.	Montant de l'accord-cadre .....	6
Article 2.9.	Financement de l'accord-cadre.....	6
Article 2.10.	Modifications de l'accord-cadre .....	7
Article 3	Pièces contractuelles du marché public.....	7
Article 4	Obligations du titulaire.....	8
Article 4.1.	Obligation de résultat .....	8
Article 4.2.	Obligations diverses liées à l'organisation, au contrôle et à la continuité du service .....	9
Article 4.3.	Transport et distribution .....	9
Article 4.4.	Confidentialité.....	9
Article 4.5.	Assurance.....	10
Article 5	Modalités d'émission des bons de commande et des bons de livraison.....	10
Article 5.1.	Bon de commande .....	10
Article 5.2.	Bon de livraison.....	11
Article 5.3.	Documents à fournir .....	11
Article 6	Description des prestations .....	11
Article 6.1.	Modalités de livraison .....	11
Article 6.2.	Obligations respectives liées à la livraison .....	12
Article 6.3.	Conditionnement des palettes.....	13
Article 6.4.	Formations et conseils .....	13
Article 6.5.	Service après-vente.....	14
Article 6.6.	Notices techniques.....	14
Article 6.7.	Garanties.....	14
Article 7	Spécificités techniques.....	14
Article 7.1.	Normes et spécifications techniques à respecter .....	14

Article 7.2.	Normes et spécifications relatives aux équipements.....	17
Article 7.3.	Emballages et conditionnements.....	18
Article 7.4.	Étiquetage.....	18
Article 7.5.	Engagement sur les marques et produits .....	19
Article 7.6.	Evolutions et mises en conformité.....	19
Article 7.7.	Fiche technique.....	19
Article 8	Modalités de contrôle, suivi et relations commerciales.....	20
Article 8.1.	Suivi de l'accord-cadre .....	20
Article 8.2.	Suivi de l'exécution du marché .....	21
Article 8.3.	Contrôles et vérifications exercés par chaque adhérent.....	22
Article 8.4.	Contrôles et vérifications exercés par la Centrale d'achats .....	22
Article 8.5.	Encadrement des relations commerciales .....	23
Article 8.6.	Portée des clauses du présent CCP .....	23
Article 9	Prix de l'accord-cadre .....	23
Article 9.1.	Référence et consistance des prix.....	23
Article 9.2.	Forme des prix .....	24
Article 9.3.	Clause de sauvegarde .....	26
Article 9.4.	Clause butoir .....	26
Article 9.5.	Promotions et nouveaux produits.....	27
Article 9.6.	Date de formation des prix et facturation.....	27
Article 10	Modalités de règlement, facturation, délais de paiement et intérêts moratoires.....	28
Article 10.1.	Facturation électronique obligatoire .....	28
Article 10.2.	Délais de règlement.....	29
Article 10.3.	Intérêts moratoires.....	30
Article 10.4.	Avances.....	30
Article 10.5.	Acomptes.....	31
Article 10.6.	Cession ou nantissement de créance .....	31
Article 11	Pénalités, ajournement, refaction et rejet .....	31
Article 12	Principes et motifs de résiliation .....	32
Article 12.1.	Motifs de résiliation .....	32
Article 12.2.	Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire .....	32
Article 12.3.	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	32
Article 13	Droit, langue, monnaie et juridiction applicable en cas de litige .....	33
Article 14	Dérogations au CCAG-FCS .....	33

## Article 1 Identification des parties contractantes

Le présent accord-cadre est conclu entre les parties définies ci-après.

### Article 1.1. Identification du pouvoir adjudicateur

L'acheteur public est la Centrale d'achats des Crous, représentée par sa Directrice générale, Madame Marjorie BRETTELLE, nommée par le pouvoir adjudicateur en la personne de la Présidente du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, Madame Bénédicte DURAND.

En application de l'article R. 822-3 du Code de l'éducation tel que modifié par l'article 1er du décret du 29 juillet 2016 relatif aux missions et à l'organisation des œuvres universitaires, le centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS), établissement public à caractère administratif, a décidé, dans les conditions prévues par la réglementation des marchés publics, de constituer une Centrale d'achats chargée de passer des marchés publics, conclure des accords-cadres ou acquérir des fournitures ou services pour le compte des centres régionaux, des établissements d'enseignement supérieur, des organismes de recherche et des autres organismes publics accueillant des publics pouvant bénéficier des prestations et services fournis par le réseau tel que défini à l'article R. 822-1 du Code de l'éducation.

Les statuts de la Centrale d'achats ont été votés lors du Conseil d'Administration du CNOUS du 09 février 2017.

La Centrale d'achats des Crous obéit par ailleurs aux dispositions prévues par les articles L. 2113-2 à L. 2113-5 du Code de la commande publique.

Les acheteurs bénéficiaires (ci-après « adhérents ») du présent accord-cadre sont :

- ❖ Le Crous Aix-Marseille-Avignon,
- ❖ Le Crous Amiens Picardie,
- ❖ Le Crous Bordeaux-Aquitaine,
- ❖ Le Crous Bourgogne-Franche-Comté,
- ❖ Le Crous Clermont Auvergne,
- ❖ Le Crous Créteil,
- ❖ Le Crous Grenoble Alpes,
- ❖ Le Crous Lille Nord Pas-de-Calais,
- ❖ Le Crous Limoges,
- ❖ Le Crous Lyon,
- ❖ Le Crous Lorraine,
- ❖ Le Crous Montpellier-Occitanie,
- ❖ Le Crous Nantes Pays de la Loire,
- ❖ Le Crous Nice-Toulon,
- ❖ Le Crous Normandie,
- ❖ Le Crous Orléans-Tours,
- ❖ Le Crous Paris,
- ❖ Le Crous Poitiers,
- ❖ Le Crous Reims,
- ❖ Le Crous Rennes Bretagne,

- ❖ Le Crous Strasbourg,
- ❖ Le Crous Toulouse-Occitanie,
- ❖ Le Crous Versailles,

En sa qualité de Centrale d'achats, d'autres établissements pourront adhérer en cours de marché et bénéficier de ses conditions.

Par dérogation à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ou la société,
- A la forme de l'entreprise ou de la société,
- A la raison sociale de l'entreprise ou de la société ou à sa dénomination,
- A l'adresse du siège de l'entreprise ou de la société,
- Au capital social de l'entreprise ou de la société,
- A la fusion de l'entreprise avec un tiers ;
- A la cession de l'entreprise, à la cession d'une ou de plusieurs branches ;
- D'activités de l'entreprise ou de cessions d'actifs ;
- Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

Ces modifications font l'objet soit d'un certificat ordre de service émanant du pouvoir adjudicateur soit d'un avenant signé par les deux parties.

## Article 1.2. Identification de l'opérateur économique

L'opérateur économique attributaire est ci-après désigné par le « titulaire ».

## Article 2 Objet et caractéristiques du marché

### Article 2.1. Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet de fournir à l'ensemble des adhérents de la Centrale d'achats des matériels de cuisine, vaisselle, plateaux et matériels électriques portatifs à usage professionnel.

### Article 2.2. Nomenclature des prestations - Classification CPV

La classification CPV de l'accord-cadre est la suivante :

39221110-1	Vaisselle
39222000-4	Fourniture pour la restauration
39700000-9	Appareils ménagers

39220000-0	Équipement de cuisine, articles de maison, articles ménagers et fourniture de restauration
31681410-0	Matériels électriques
31000000-6	Machines, appareils, équipements et consommables électriques.

### Article 2.3. Généralités

L'accord-cadre de fourniture intègre une série de prestations indispensables à son exécution et qui sont les suivantes :

- ❖ Réception des commandes ;
- ❖ Traitement des commandes ;
- ❖ Suivi de la bonne exécution de l'accord-cadre ;
- ❖ Transport, acheminement et remise des commandes aux destinataires et aux différents points de livraison.

Les produits et articles concernées par le présent accord-cadre sont indiquées au bordereau de prix unitaires (B.P.U.).

Le titulaire est tenu de fournir les produits et articles indiqués dans le(s) B.P.U.

Le titulaire est tenu de respecter les éléments sur la base desquels il s'est engagé dans le cadre de sa réponse technique.

Les prestations sont décrites de manière plus détaillée aux articles suivants du présent C.C.P.

### Article 2.4. Allotissement

Par dérogation aux articles L. 2113-10 et R. 2113-1 et suivants du code de la commande publique, le présent marché est non alloti. L'allotissement rendrait les prestations plus coûteuses pour l'acheteur.

### Article 2.5. Lieux d'exécution

La liste des points de restauration figure à l'annexe n°1 du C.C.P.

La Centrale d'achats communique aux titulaires les nouveaux points de livraison selon les adhésions reçues par de nouveaux établissements au cours du présent accord-cadre.

## Article 2.6. Forme et modalités de financement de l'accord-cadre

Conformément à l'article L.2125-1 du Code de la commande publique, le présent marché est passé sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire.

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire qui précisent celles des prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires, selon des modalités prévues par l'accord-cadre.

## Article 2.7. Durée et date de début de l'accord-cadre

Le marché est passé pour une période de 12 mois, à compter du 01 juillet 2025 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure.

Il pourra être reconduit de manière tacite trois fois par période de 12 mois sans que la durée d'exécution de l'accord-cadre ne dépasse 48 mois, reconductions comprises.

L'article R.2162-5 du Code de la commande publique prévoit que les bons de commande ne peuvent être émis que pendant la durée de validité de l'accord-cadre auquel ils se rattachent.

Un bon de commande pourra s'exécuter dans un délai maximum de 15 jours après la date de fin de l'accord cadre. Ainsi, les commandes passées avant la fin de l'exécution de l'accord-cadre ne pourront avoir un délai de livraison ultérieur à ce délai.

## Article 2.8. Montant de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu avec un montant maximum.

Montant maximum annuel € HT
4 500 000 €

A titre indicatif et non contractuel, le montant estimatif annuel des dépenses est de :

	Montant estimatif annuel € HT	Part catalogue
Petit matériel de cuisine	1 500 000 €	25%

## Article 2.9. Financement de l'accord-cadre

L'accord-cadre est financé à partir des fonds propres de chacun des adhérents de la Centrale d'achats.

## Article 2.10. Modifications de l'accord-cadre

Qu'elles soient apportées par voie conventionnelle ou unilatéralement les modifications impactant le présent marché ne peuvent changer sa nature globale.

### Modification en cours d'exécution du marché :

Conformément aux dispositions combinées des articles L2194-1 et R2194-2 et suivants du Code de la commande publique, le présent marché pourra faire l'objet de modifications par le biais d'avenants dans les cas suivants :

- ❖ Des travaux, fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- ❖ Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- ❖ Un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché ;
- ❖ Les modifications ne sont pas substantielles ;
- ❖ Les modifications sont de faible montant.

### Pouvoir de modification unilatérale

Conformément à l'article L2194-2 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut apporter unilatéralement une modification à un contrat administratif soumis au Livre 1er de la 2ème Partie du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions combinées du 4° de l'article L6 et de l'article L2194-2 du Code de la commande publique, lorsque le pouvoir adjudicateur use de ce pouvoir de modification unilatéral, le titulaire a droit au maintien de l'équilibre financier du contrat.

## Article 3 Pièces contractuelles du marché public

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissant.

- ❖ Le(s) acte(s) d'engagement ATTR11, transmis par la Centrale d'achats à l'opérateur économique ou au groupement d'opérateurs économiques auquel il a été envisagé d'attribuer l'accord-cadre et ses annexes :
  - L'annexe 1 : Le(s) bordereau(x) de prix unitaires (B.P.U) ;
  - L'annexe 1 bis : Détails Quantitatifs Estimatifs (D.Q.E.) ;
  - L'annexe 2 : Le Cadre de réponse technique (C.R.T.) ;
  - L'annexe 3 : Données fournisseur (Fiche synthétique) ;
- ❖ Le catalogue avec remises applicables en format Excel ;
- ❖ Le cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes :
  - L'annexe n°1 : « liste des sites de restauration » ;
  - L'annexe n°2 : « pénalités » ;
  - L'annexe n°3 : « agents comptables » ;
  - L'annexe n°4 : « manuel utilisation – fiche non-conformités - BNA fournisseurs » ;
  - L'annexe n°5 : « charte graphique » ;



- ❖ Les fiches techniques des produits BPU et DQE dans deux dossiers séparés - en format PDF - la désignation de l'article devra comporter les éléments suivants :
  - Numéro de l'article (en lien avec le BPU/DQE) comportant 3 chiffres / exemple : 001 ;
  - Code BNA en lien avec le BPU/DQE ;
  - Référence fournisseurs en lien avec le BPU/DQE.
  - Les caractéristiques techniques demandées (au BPU et au DQE) devront apparaître sous peine de minoration de la note.
- ❖ Les certificats d'alimentarité ;
- ❖ Les copies des bulletins d'analyses et certifications précisés au CRT ;
- ❖ Les bons de commande ;
- ❖ Un éventuel mémoire technique du titulaire fourni en complément et qui devra être succinct.

Pièces générales :

- ❖ Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 1er avril 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés de fournitures courantes et de services ;

## Article 4 Obligations du titulaire

### Article 4.1. Obligation de résultat

La prise en charge des prestations définies au présent marché constitue un contrat avec obligation de résultat.

Le titulaire s'engage :

- ❖ A assurer la réception, le traitement et la livraison des commandes de l'ensemble des produits faisant l'objet du présent marché. Le titulaire est également responsable des opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement ;
- ❖ A livrer des produits qui répondent aux spécifications, normes et prescriptions prévues par les lois, règlements et décisions en vigueur au jour de la commande en ce qui concerne leur appellation, dénomination, origine, état, qualité, composition, conditionnement, présentation, emballage, étiquetage et transport ;
- ❖ A faire des offres régulières, acceptables et appropriées lors de la sollicitation pour les bons de commande ;
- ❖ A proposer en premier lieu, pour toute commande d'un produit issu du catalogue, à la personne chargée des commandes, un produit équivalent issu du BPU.

## Article 4.2. Obligations diverses liées à l'organisation, au contrôle et à la continuité du service

Le titulaire s'engage :

- ❖ A assumer, sous sa responsabilité exclusive, dans ses locaux, lieux de stockage et camions de livraison, au sein des locaux des adhérents, l'hygiène, l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes, l'administration et la bonne tenue du personnel ;
- ❖ A contrôler régulièrement le bon déroulement de la mission qui lui est confiée, et le respect des consignes données à son personnel ;
- ❖ A assurer la permanence de ses prestations, de telle façon que la mission, objet du présent accord-cadre, soit parfaitement remplie ;
- ❖ A faire en sorte que ses interventions ne provoquent aucune gêne des occupants, de service, ni désordre dans les locaux ;
- ❖ A prévenir la Centrale d'achats ainsi que l'ensemble des adhérents et en priorité les établissements devant être livrés, de toutes ruptures de continuité de service.

Le titulaire ne peut se prévaloir, pour éluder les obligations du présent accord-cadre, ou pour élever une réclamation, des sujétions qui peuvent être occasionnées par les activités d'exploitation des locaux, notamment pour l'interruption ou le report de toute opération décidée par n'importe quel adhérent de la Centrale d'achats.

## Article 4.3. Transport et distribution

Le titulaire est tenu de livrer sur l'ensemble des sites de livraison du présent accord-cadre, dans le respect des plages horaires définies avec chaque adhérent. Les risques afférents au transport des produits jusqu'au lieu de livraison incombent au titulaire concerné.

## Article 4.4. Confidentialité

Le titulaire et son personnel sont tenus, sans limitation de durée, par une stricte obligation de secret et de discrétion concernant les informations de toute nature, écrites ou orales, relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel de l'ensemble des adhérents de la Centrale d'achats que l'exécution du présent accord-cadre l'amènerait à connaître.

Le titulaire reconnaît que toute divulgation lèse les intérêts des adhérents de la Centrale d'achats et engagerait sa responsabilité.

## Article 4.5. Assurance

Le titulaire doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de contrats d'assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la Centrale d'achats, des adhérents et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de l'accord-cadre. Cette justification est effectuée au moyen d'une attestation d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

La prise d'effet de l'accord-cadre est subordonnée à la remise de l'attestation d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution, le titulaire doit être en mesure de fournir cette attestation d'assurance sur demande de n'importe quel adhérent dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire demeure seul responsable, sans recours auprès de la Centrale d'achats, envers les tiers, y compris le personnel d'un des adhérents, de tous les accidents qui pourraient se produire dans l'accomplissement de sa mission.

La responsabilité du titulaire s'étend sur tout ce qui relève du travail couvert par contrat et ne se termine qu'à l'expiration de ce dernier.

Sa responsabilité protège la Centrale d'achats contre toute réclamation pour blessures et dommages aux biens, d'où qu'elle provienne.

## Article 5 Modalités d'émission des bons de commande et des bons de livraison

### Article 5.1. Bon de commande

Par principe, et sauf dérogation expresse d'un des adhérents, les bons de commande doivent mentionner :

- ❖ Le numéro unique d'identification du bon de commande ;
- ❖ Le numéro de référence de l'accord-cadre ;
- ❖ L'adhérent concerné ;
- ❖ L'unité de gestion et l'établissement ayant passé la commande ;
- ❖ La désignation complète du produit et la référence du B.P.U. ;
- ❖ Les quantités demandées ;
- ❖ Le conditionnement ;
- ❖ La date et le lieu de livraison ;
- ❖ Les prix unitaires H.T. livrés ;
- ❖ Le montant global H.T. de la commande.

Chaque adhérent se réserve le droit de compléter ou de modifier les renseignements indiqués sur les bons de commande. Aucune quantité minimale de commande ne saurait être imposée.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS., le titulaire bénéficie d'un délai de deux jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion, pour notifier au signataire du bon de commande toutes les observations qu'il estime nécessaires.

Les titulaires sont informés qu'il est possible de décommander une commande jusqu'à 72 heures avant la date de livraison prévue sans qu'il ne puisse être porté préjudice financier à l'établissement concerné.

## Article 5.2. Bon de livraison

A chaque bon de commande doit correspondre un ou plusieurs bons de livraison remis, par le titulaire au responsable du service acquéreur.

Le bon de livraison comprend, au minimum, les renseignements suivants :

- ❖ Le nom du fournisseur ;
- ❖ La référence du bon de commande ;
- ❖ La nature des fournitures livrées ;
- ❖ Les quantités des fournitures livrées.

Le double du bon de livraison, signé par le réceptionnaire, vaudra procès-verbal de réception.

## Article 5.3. Documents à fournir

Chaque livraison sera accompagnée d'un bon de livraison. Ce dernier pourra être dématérialisé.

# Article 6 Description des prestations

## Article 6.1. Modalités de livraison

Les franco de port sont les suivants :

INTITULE DE L'ACCORD-CADRE	Montant H.T.
Fourniture de petit matériel de cuisine, vaisselle et plateau	200 €

Les différents points de livraison et contacts sont indiqués au sein de l'annexe n°1 du présent C.C.P

La livraison comprend l'acheminement du matériel à l'accueil de la résidence, le retrait et l'enlèvement des emballages et la fourniture de manuels d'utilisation en langue française si besoin.

Par défaut et sauf indication contraire, les commandes seront livrées aux adresses précisées dans l'annexe 1 « Liste des sites ».

Les palettes Europe seront mises à disposition pour que la livraison suivante le distributeur les reprennent. Si manquement de reprise par le distributeur, il ne pourra imputer le coût au Crous. Les montants des frais de reprises seront précisés au CRT, en cas de reprise imputable au titulaire les frais de reprises sont à sa charge exclusive.

Lorsqu'un même opérateur économique se voit attribuer plusieurs lots, un seul franco de port est applicable. Par ailleurs, les franco de port s'apprécient à la livraison indistinctement qu'il s'agisse d'articles commandés au BPU et/ou catalogue.

En cas de rupture produit à la responsabilité du fournisseur ou livraison partielle, entraînant une relivraison sans que le franco ne soit atteint, les frais de livraison ne devront pas être appliqués.

Les frais de livraison sont facturés et inscrits sur la facture des produits livrés, le coût du transport est compris dans le prix fixé dans le B.P.U.

## Article 6.2. Obligations respectives liées à la livraison

Les titulaires sont réputés connaître la diversité des structures des adhérents de la Centrale d'achats. Les titulaires ne peuvent se prévaloir, pour se décharger de leurs obligations, de la faible capacité de stockage de certaines unités de gestion. Les frais de transport des fournitures sont à la charge du titulaire, qui effectue les livraisons **franco de port et d'emballage**, dès le premier Euro.

Le cas échéant, un adhérent peut opter pour un retrait au comptoir des produits. Le titulaire s'engage à proposer dans son offre (CRT et mémoire technique) un réseau d'agences pouvant mettre à disposition les fournitures objet du marché. Il est fortement préconisé que le titulaire propose dans son offre (CRT et mémoire technique) pour chaque établissement adhérent une agence dite « de référence », à proximité de l'établissement.

Néanmoins, le titulaire s'engage à ce que son réseau d'agences puisse servir les établissements adhérents, quel que soit le lieu.

Les titulaires sont tenus de livrer les articles aux heures et aux fréquences décidées par chaque responsable de site ainsi qu'aux jours convenus avec eux, selon la capacité de stockage. Par défaut, les horaires de livraison sont de 7 à 11 heures. Ces éléments seront précisés lors de la réunion de cadrage à l'initiative du titulaire, prévue au début du marché.

Les titulaires sont tenus de s'assurer des contraintes techniques et des conditions d'accès aux lieux de livraison. Le titulaire supporte seul les frais afférents au déchargement de marchandises pondéreuses, fragiles ou volumineuses.

La livraison effectuée par le titulaire à l'adhérent doit être conforme au bon de commande établi. Au moment de la réception de cette dernière, l'adhérent doit se charger d'établir un inventaire complet afin d'avoir la capacité d'effectuer un retour au fournisseur si besoin est, attestant de la non-conformité du produit commandé. Toutefois, dans la configuration où, une reprise d'un produit commandé par l'adhérent devrait être opérée par le titulaire, cette dernière serait aux frais exclusifs de l'adhérent en tort.

### Article 6.3. Conditionnement des palettes

Les titulaires sont tenus de s'assurer des contraintes techniques et des conditions d'accès aux lieux de livraison. La manutention jusqu'aux lieux de stockage est à la charge des titulaires.

A cet effet, pour des raisons d'ergonomie et d'utilisation des personnels des adhérents de la Centrale, les produits sont conditionnés de préférence en cartons n'excédant pas 25 kilos.

Le choix d'une palette appropriée, des emballages collectifs et une disposition appropriée des charges sur la palette peuvent minimiser le risque de dommages à chaque étape de l'expédition – de l'achèvement au transport et au déchargement.

Les magasiniers et les préparateurs de commandes sont responsables de la distribution des marchandises sur la palette. Cependant, il appartient au fabricant de sélectionner le bon emballage pour la marchandise, ainsi que de choisir une palette adaptée au type de charge.

Ainsi, il est impératif d'examiner l'état technique des palettes avant d'empiler les marchandises. Il doit être vérifié :

- ❖ Si la palette est cassée ou fissurée, dans le cas de palettes en bois – si le bois pourrit ;
- ❖ Si elle est propre et non humide ;
- ❖ Si les colis demeurent homogènes et appartiennent au même type d'emballage et à la même capacité ;
- ❖ Si tous les cartons/colis sont orientés sur la palette de façon à rendre l'étiquetage visible de l'extérieur de la palette ;
- ❖ Enfin, que le titulaire veille également à éviter tout suremballage des produits.

Les emballages de type cagettes ou autres matériels logistiques réutilisables par le titulaire devront être récupérés au plus tard lors de la livraison suivante. Un système de consignation peut être mis en place afin de limiter le recours aux suremballages. Le titulaire a l'obligation de contacter par moyen écrit les CROUS afin de convenir d'une date de passage pour la récupération des palettes dans un délai raisonnable.

La limitation de la hauteur des palettes à 1,80 mètres doit être impérativement respectée et ce, pour des raisons de sécurité, sous peine de refus de la livraison.

### Article 6.4. Formations et conseils

Le titulaire prévoira des missions d'accompagnement ou assistance aux utilisateurs.

Le titulaire pourra être sollicité par les sites de restauration pour organiser des sessions de formations ou démonstrations techniques. Ces sessions organisées à la demande des sites de production pourront se faire en présentiel ou distanciel.

Ces missions pourront également concerner des conseils :

- ❖ Pour le choix des qualités techniques des matériels, en fonction de conditions d'utilisation spécifiques aux sites de restauration (hygrométrie, chaleur...) ;

- ❖ L'adéquation du matériel par rapport à l'usage attendu (fréquence d'utilisation atypique, prévention des TMS...) ;
- ❖ L'entretien, le nettoyage, les prescriptions relatives à l'hygiène ou la maintenance des matériels.

Les missions de formation, démonstration ou conseil sur site ou en distanciel, seront réalisées à titre gratuit.

La mise à disposition de hotlines pour l'accompagnement à l'installation, l'utilisation ou le dépannage à distance des équipements électromécaniques sera précisé.

## Article 6.5. Service après-vente

Pour les matériels de cuisine, bénéficiant d'un contrat de garantie de service après-vente, les contacts seront précisés lors de la livraison.

## Article 6.6. Notices techniques

Les titulaires sont tenus de fournir l'ensemble des documents techniques nécessaires à la bonne utilisation des matériels.

## Article 6.7. Garanties

Les prestations font l'objet de la garantie contre les vices cachés, c'est-à-dire ceux les affectant préalablement à leur admission, qui ne pouvaient être légitimement connus par l'acheteur et qui les rendent impropres à l'usage auquel l'acheteur les destine ou qui diminuent tellement cet usage que l'acheteur ne les aurait pas acquises ou n'en aurait donné qu'un moindre prix s'il les avait connus.

En cas de vices cachés, l'acheteur peut décider d'appliquer une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des vices cachés constatés ou d'exiger le remplacement de la prestation ou encore de prononcer la résolution du bon de commande.

# Article 7 Spécificités techniques

## Article 7.1. Normes et spécifications techniques à respecter

Il appartient au titulaire de vérifier la conformité au regard de la réglementation en vigueur des produits fournis, des processus de transformation et des procédures de livraison. Tout changement dans la réglementation sera immédiatement applicable.

Le titulaire certifie avoir pris connaissance et appliquer des dispositions réglementaires applicables, et notamment celles indiquées ci-après (liste non exhaustive).

Les articles prévus au marché seront conformes au règlement (CE) n°1935/2004 (ou « règlement cadre ») du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 définit les exigences générales qui s'appliquent aux matériaux et objets destinés à entrer en contact directement ou indirectement avec les denrées, produits et boissons alimentaires.

Il est complété par l'arrêté du 18 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et denrées alimentaires autres que les produits d'origine animale et les denrées alimentaires en contenant.

Par denrées alimentaires, on entend les denrées au sens de l'article 2 du règlement (CE) n°178/2002.

Les articles seront conformes au règlement (CE) n° 2023/2006 relatif aux règles relatives aux bonnes pratiques de fabrication (BPF) des groupes de matériaux et d'objets destinés à entrer en contact avec les denrées alimentaires qui figurent à l'annexe I du règlement (CE) n°1935/2004 et des combinaisons de ces matériaux et objets ou des matériaux et objets recyclés utilisés dans ces matériaux et objets. Les candidats se conformeront aux dispositions de ce règlement par la mise en place d'un système d'assurance qualité pour la fabrication, la transformation et la distribution des matériaux et objets destinés à entrer au contact des aliments.

Les dispositions du règlement (CE) n° 2023/2006 (spécifiquement consacrées aux bonnes pratiques de fabrication des encres d'impression et des matériaux et objets imprimés) seront également appliquées.

Les matériaux et objets, y compris les matériaux et objets actifs et intelligents, sont fabriqués conformément aux bonnes pratiques de fabrication afin que dans des conditions normales ou prévisibles de leur emploi, ils ne cèdent pas aux denrées des constituants en une quantité susceptible :

- ❖ De présenter un danger pour la santé humaine ;
- ❖ D'entraîner une modification inacceptable de la composition de la denrée ;
- ❖ D'altérer les propriétés organoleptiques de la denrée alimentaire.

Les vérifications reposent sur l'application de méthodes d'analyses réglementaires, ou, si de telles méthodes n'existent pas, sur des méthodes reconnues sur le plan international ou à défaut d'autres méthodes appropriées au vu de l'objectif poursuivi.

Afin de tenir compte des caractéristiques technologiques spécifiques de chaque type de matériaux et objets soumis aux dispositions du règlement, les restrictions et les conditions d'utilisation et les substances employées pour leur fabrication peuvent être définies dans des mesures spécifiques de l'Union Européenne.

Ces mesures spécifiques peuvent comporter :

- ❖ Des listes positives de substances autorisées ;
- ❖ Des critères de puretés applicables à certaines de ces substances ;
- ❖ Des conditions particulières d'emploi ;
- ❖ Des limites de migration spécifiques ;
- ❖ Une limite de migration globale ;
- ❖ Des mesures concernant le contact buccal.

Les mesures spécifiques de l'UE concernent principalement les matériaux suivants :

- ❖ Matières plastiques [Règlement UE n°10/2011 du 14 janvier 2011] ;
- ❖ Matières plastiques recyclées [Règlement CE n°282/2008 du 27 mars 2008] ;
- ❖ Matériaux actifs et intelligents [Règlement CE n°450/2009 du 29 mai 2009] ;



- ❖ Céramiques [Directive 84/500/CE du 15 octobre 1984] ;
- ❖ Pellicule de cellulose régénérée [Directive 2007/42/CE du 29 juin 2007].

En l'absence de mesures spécifiques de l'Union européenne, le règlement cadre n'empêche pas les États membres de maintenir ou d'adopter des dispositions nationales sous réserve qu'elles respectent le principe de reconnaissance mutuelle.

Les produits proposés au marché seront conformes à ces mesures spécifiques.

Les articles soumis à des traitements ionisants seront exclus du marché.

L'ensemble des références prévues au règlement cadre, proposées par les candidats, feront l'objet d'une déclaration de conformité au contact alimentaire, annexée aux fiches techniques (Cf. CRT). La déclaration de conformité est établie de telle sorte que les articles qu'elle couvre soient facilement identifiables (description des articles, informations de traçabilité, références, photographie, etc.). Elle précisera l'usage attendu de la référence.

La déclaration de conformité sera émise par l'exploitant (la ou les personnes physiques ou morales chargées de garantir le respect des prescriptions du règlement CE n°1935/2004 dans l'entreprise qu'elles contrôlent).

En cas de modifications réglementaires ou de changements susceptibles d'entraîner une modification de l'inertie du matériau ou de l'objet (composition ou pureté des substances ou des matériaux et objets), la déclaration de conformité sera actualisée et transmise sans délai à la Centrale d'achats des Crous ( [centrale@crous.fr](mailto:centrale@crous.fr) ).

En application de l'article L. 423-3 du code de la consommation, les opérateurs professionnels (fabricants, importateurs, distributeurs...) doivent, dès qu'ils en ont connaissance, informer les autorités compétentes ainsi que la Centrale d'achats des Crous ( [alerte.sanitaire@crous.fr](mailto:alerte.sanitaire@crous.fr) ) et les adhérents des risques présentés par les produits destinés au consommateur qu'ils ont mis sur le marché et des mesures qu'ils ont prises pour écarter ces risques. Cette obligation s'applique aussi aux matériaux destinés au contact des denrées alimentaires.

Conformément au règlement (CE) n°2023/2006 les candidats auront prévu la création et le maintien d'une documentation appropriée, mise à la disposition lors des audits de la Centrale d'achats des Crous à leur demande. Cette documentation peut contenir :

- ❖ Les informations de traçabilité, le cas échéant les registres de production ;
- ❖ Les informations relatives aux différentes opérations de fabrication effectuées présentant un intérêt du point de vue de la conformité ou de la sécurité du produit fini ;
- ❖ Les conditions d'entreposage et de manipulation, dans le but notamment d'éviter les contaminations par maculage ;
- ❖ Les résultats du système de contrôle de la qualité ;
- ❖ Les formules de fabrication, spécifications et critères de pureté des matières premières sélectionnées, les analyses de risque, les changements de fournisseurs (...);
- ❖ Les conditions et résultats des essais portant sur les produits finis ;
- ❖ Les déviations et actions correctives prises en cas de dérive de fabrication.

Les matériaux et objets destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires (MCDA) en « fibres de bambou » (ou autres fibres végétales) additionnés de résines plastiques sont soumis à la réglementation sur les MCDA, notamment le règlement cadre (CE) n°1935/2004. Seules les substances figurant dans la liste positive du règlement (UE) n°10/2011 peuvent être utilisées intentionnellement

dans les MCDA plastiques. En revanche elles ne sont pas applicables aux produits entièrement constitués de bambou ou de fibres naturelles.

Les résines plastiques additionnés de fibres de bambou, feront l'objet d'un dossier de demande d'autorisation des fibres de bambou en tant qu'additif dans les matières plastiques. Les fibres de bambou feront l'objet d'une évaluation par l'Autorité Européenne de sécurité sanitaire des aliments (EFSA) conformément à la procédure établie aux articles 8 à 12 du règlement (CE) n°1935/2004.

Les produits en fibre de bambou prévus au marché seront soumis à cette procédure (ajout à la liste positive du règlement (UE) n°10/2011). Les candidats fourniront l'ensemble des pièces justificatives à la mise en place de ces démarches.

Les candidats adapteront leur offre, conformément à la loi du 10 février 2020 dites loi AGEC, relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire.

Les références proposées par les candidats seront conformes au Décret n° 2020-1828 du 31 décembre 2020 relatif à l'interdiction de certains produits en plastique à usage unique.

Les références proposées seront conformes aux préconisations de l'INRS concernant la prévention des risques professionnels.

Les articles seront conformes à :

- Directive de sécurité générale des produits 2001/95/CE.
- Règlement (UE) 2016/425 du parlement européen et du conseil du 9 mars 2016 pour répondre aux exigences essentielles de santé et de sécurité des travailleurs exposés à un ou plusieurs risques professionnels
- Règlement (CE) n° 2023/2006 de la Commission du 22 décembre 2006 relatif aux bonnes pratiques de fabrication des matériaux et objets destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires
- Règlement (CE) n° 1935/2004 du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 concernant les matériaux et objets destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires et abrogeant les directives 80/590/CEE et 89/109/CEE

Les références prévues au marché seront conformes, durant toute sa durée au plan d'action PFAS 2023-2027 porté par le ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, visant à réduire les risques à la source.

Par leur qualité et composition, les références du marché permettront de respecter les teneurs maximales en substances perfluoroalkylées dans certaines denrées alimentaires prévues dans le Règlement (UE) 2022/2388 de la commissions européenne du 7 décembre 2022, modifiant le règlement (CE) no 1881/2006.

## Article 7.2. Normes et spécifications relatives aux équipements

Le règlement (UE) 2019/2024 définit les exigences en matière d'éco-conception et de réparabilité, auxquels les matériaux et équipements sont assujettis.

Les fournisseurs doivent proposer des solutions pour le recyclage des appareils en fin de vie, en conformité avec la directive DEEE (Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques).

Depuis 2021, certains appareils (lave-linge, lave-vaisselle, etc.) doivent afficher un indice indiquant leur facilité de réparation.

Obligation pour tous les appareils d'être conformes aux directives européennes sur la sécurité électrique et mécanique, ainsi que sur la compatibilité électromagnétique (les normes NF EN 60335 sur la sécurité des appareils électroménagers et norme HACCP (Analyse des dangers et maîtrise des points critiques) demeurent obligatoire pour les équipements en contact avec les aliments (cuisson, conservation, préparation).

Les fabricants respecteront les procédures prévues par le règlement REACH concernant les substances chimiques utilisées.

Les équipements doivent porter le marquage CE, garantissant leur conformité avec les directives européennes relatives à la sécurité et à la santé.

Conformément aux directives européennes, les appareils doivent être conçus pour réduire leur impact environnemental.

### Article 7.3. Emballages et conditionnements

Les emballages et conditionnements seront conformes à la réglementation française et Européenne en vigueur.

En fonction des produits et de leurs réglementations spécifiques, les notices d'utilisation seront fournies.

Les démarches d'écoconception et de réduction des emballages seront présentées au CRT.

### Article 7.4. Étiquetage

Les étiquetages des produits seront conformes à la réglementation en vigueur ci-dessous qui ne demeure pas exhaustive.

Le règlement européen (UE) 2017/1369, renforce les exigences pour l'étiquetage énergétique et la transparence sur les performances énergétiques. Aussi, les équipements doivent afficher leur classification (de A à E) pour informer sur leur consommation d'énergie.

En application de la directive européenne SUP (Single-Use Plastics) et de la loi AGEC, l'étiquetage des articles de restauration doit inclure :

- Une mention spécifique pour signaler que le produit contient du plastique (si applicable) ;
- Des consignes de tri et de recyclage clairement indiquées ;
- Pour les articles en plastique réutilisable les informations sur la durabilité et les conditions d'entretien.

Depuis 2022, conformément à la loi AGEC, certains produits (dont les équipements de cuisine et articles ménagers) doivent inclure des informations environnementales, telles que des indices de réparabilité (pour les équipements électroménagers) indiquant la facilité de réparation d'un produit par le biais d'une note sur 10. Ces indications seront précisées sur les FT.

## Article 7.5. Engagement sur les marques et produits

Le titulaire est tenu de livrer des produits correspondants aux marques renseignées dans son offre.

En cas de rupture de stock, définitive ou ponctuelle, ou de tout événement ayant pour effet la disparition ou la non-commercialisation d'une marque, le titulaire est tenu d'en informer, par courriel, dans un délai de 15 jour ouvré, la Centrale d'achats et de proposer un produit de substitution de qualité au moins équivalente et au même prix.

Le titulaire s'engage à prévenir la Centrale d'achats ainsi que l'ensemble des adhérents et en priorité les établissements devant être livrés, de toutes ruptures de stock sur un produit,

Le titulaire ne pouvant, en aucun cas, imposer unilatéralement une nouvelle marque, le changement de marque est soumis à l'approbation de la Centrale d'achats après envoi de fiches techniques et d'échantillons.

A défaut d'accord avec le titulaire, la Centrale d'achats peut décider de recourir à un autre fournisseur conformément aux dispositions de l'article 13.2 du présent C.C.P., ou d'appliquer les clauses prévues à l'article 45 du CCAG FCS.

## Article 7.6. Evolutions et mises en conformité

Dans le cadre de l'amélioration des pratiques, le titulaire s'engage, sans contrepartie financière, à faire bénéficier aux adhérents de la Centrale d'achats :

- ❖ Toute évolution technique dont il serait détenteur et qui améliore l'utilisation ou la sécurité des produits ;
- ❖ Toute mise en conformité technique résultant d'une évolution ou d'une modification normative ou réglementaire pour l'ensemble des produits.

## Article 7.7. Fiche technique

Les FT devront à *minima* indiquer les points décrits à l'annexe 2, cadre de réponses techniques (CRT).

La fiche technique des articles de vaisselle et plateaux (non électriques) comporte des informations utiles sur :

- ❖ La désignation, la marque ou le nom d'usage, le code article et la photo (le cas échéant) de chaque fourniture ;
- ❖ Le descriptif général et l'univers d'usage ;
- ❖ Les caractéristiques techniques ;
- ❖ La composition ;
- ❖ Les caractéristiques physico-chimiques et la compatibilité chimique (le cas échéant) ;
- ❖ Les normes (le cas échéant) ;

- ❖ L'utilisation, les conseils d'utilisation et les conditions d'entretien ;
- ❖ Le conditionnement et la logistique ;
- ❖ La date de création et/ou la date de révision.

Les FT des équipements électriques devront préciser les éléments suivants :  
L'identification et la description du matériel électrique

- Informations sur l'installation et le montage
- Informations sur le fonctionnement et l'utilisation
- Informations sur l'entretien du matériel électrique
- Informations sur la manipulation, le transport et le stockage, le cas échéant
- Informations sur le démontage et la manipulation des composants
- Certification et normes respectées
- la Classe énergétique des matériels concernés
- Description des étiquettes énergétiques
- Nom du fabricant
- Pays de fabrication
- Certifications des sites de fabrications (si applicables)
- Critères réglementaires, si applicables

La non remise de ce document entraînera pour le titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité conformément à l'annexe 2 du C.C.P.

## Article 8 Modalités de contrôle, suivi et relations commerciales

### Article 8.1. Suivi de l'accord-cadre

Le titulaire est tenu de communiquer à chaque adhérent un référent afin d'assurer le suivi des prestations courantes du présent accord-cadre.

Le titulaire est par ailleurs tenu de communiquer à la Centrale d'achats un contact privilégié chargé du suivi global de l'accord-cadre. Le titulaire est tenu de communiquer à la Centrale d'achats un contact privilégié chargé de la qualité et la sécurité sanitaire.

Un compte rendu de suivi commercial devra être envoyé à : [centrale@crous.fr](mailto:centrale@crous.fr) au semestre.

Les coordonnées des personnes représentant le titulaire sont indiquées au cadre de réponse technique. En cas de changement, le titulaire est tenu d'en avvertir la Centrale d'achats ainsi que l'adhérent concerné.

Les dysfonctionnements mineurs qui pourraient survenir au cours de l'exécution de l'accord-cadre sont traités au niveau de chaque unité de gestion et de l'adhérent concerné.

Les dysfonctionnements majeurs qui pourraient survenir au cours de l'exécution de l'accord-cadre sont traités par la Centrale d'achats.

Il est entendu par dysfonctionnement majeur les changements unilatéraux de prix et toute récurrence de dysfonctionnement mineur.

## Article 8.2. Suivi de l'exécution du marché

### Données statistiques

Le titulaire s'engage à fournir semestriellement à la Centrale d'achats le taux de service global et un état consolidé des consommations de l'ensemble des adhérents. Le titulaire est par ailleurs tenu de fournir les éléments à tout moment sur demande de la Centrale d'achats.

Ces éléments doivent être communiqués par voie électronique à l'adresse mail [centrale@crous.fr](mailto:centrale@crous.fr)

Ce rapport présentera une synthèse par établissement, reprenant les informations suivantes :

- Un bilan sur le suivi des commandes et des livraisons ;
- Les produits commandés (par famille de produits) ;
- Le détail des dysfonctionnements, s'il y a lieu ;
- Le coût € HT et TTC du montant du marché (par famille de produits) ;
- Délais de livraison moyen ;
- Suggestions utiles qui permettront d'améliorer le suivi du marché.

De manière trimestrielle ou annuelle, la Centrale se réserve le droit de faire un état des lieux relatifs aux produits référencés au catalogue qui auraient selon elle la légitimité d'être ajouté au BPU. Cet ajout serait contractualisé par la voie d'un avenant et le prix négocié serait conclu entre le titulaire et la Centrale, dans le respect de la réglementation du code de la commande publique.

L'absence de remise du rapport semestriel est sanctionnée par une pénalité dont le montant est fixé à l'annexe n°2 du présent CCP.

### Taux de service

Le taux de service sera calculé comme suit :

Taux de service = (Somme des lignes commandées livrées dans les délais - Somme des lignes litiges) / (Somme des lignes de commandes au total à livrer)

Pour chaque plateforme, les taux de service seront évalués en fin de la première année d'exécution du marché. Le taux de service de l'année **N-1** d'exécution du marché sera retenu comme objectif minimal de référence pour les années ultérieures d'exécution du marché.

Le taux de service sera calculé par le fournisseur.

Les litiges concerneront les retards (jours ou heures de livraison), les ruptures, les conditionnements dégradés, les substitutions de produits sans accord de la Centrale d'achats.

Une dégradation du taux de service en année N+1, jusqu'à la dernière année d'exécution du marché, par rapport à l'année **N** pourra faire l'objet des pénalités prévues à l'annexe n°2 du présent CCP.

### Article 8.3. Contrôles et vérifications exercés par chaque adhérent

Chaque adhérent se réserve le droit de procéder à tout type de contrôles afin de s'assurer de la quantité et de la qualité des prestations du présent accord-cadre.

Chaque adhérent de la Centrale d'achats se réserve le droit de vérifier l'exactitude des bons de livraison et des factures par rapport aux éléments sur lesquels le titulaire s'est engagé dans le cadre de son offre.

Les adhérents de la Centrale d'achats suivent, pour la part qui les concerne, l'évolution de la volumétrie de vente du présent accord-cadre et veillent au respect de la part catalogue.

### Article 8.4. Contrôles et vérifications exercés par la Centrale d'achats

La Centrale d'achats se réserve le droit de vérifier, par tous moyens, la loyauté et la sincérité des prix pratiqués par le titulaire. A cet effet, et ce, au stade de la passation du marché, la Centrale se réserve le droit de demander aux candidats de lui transmettre des échantillons de divers produits pour lesquels elle aurait un doute ou un besoin de renseignement vis-à-vis du prix annoncé.

Les différents documents, comptes-rendus et demandes doivent impérativement être transmis à l'adresse mail suivante : [centrale@crous.fr](mailto:centrale@crous.fr) sans quoi ils seront considérés comme non reçus et soumis à l'annexe 2 pénalités.

Le titulaire est tenu de présenter à la Centrale d'achats, mensuellement ou sur demande dans un délai de 5 jours, un compte rendu regroupant :

La consommation globale et détaillée par adhérent (BPU, catalogue), sous la forme du tableau Excel © ou équivalent suivant :

Adhérent	Site livré	Marché et lot	Produits BPU ou catalogue	Libellé produit titulaire	Poids livré	Nombre de livraison	Poids moyen livré	Coût moyen livré	C.A. hors TVA

La Centrale d'achats se réserve le droit de vérifier, par tous moyens, la loyauté et la sincérité des prix pratiqués par le titulaire.

La Centrale d'achats se réserve également le droit de réaliser des audits au sein des usines du titulaire et de ses fournisseurs ou producteurs.

La Centrale d'achats se réserve également le droit de réaliser des analyses sur les produits du présent accord-cadre.

La Centrale d'achats vérifie, par tous moyens, que le titulaire est en conformité avec les exigences fixées au présent CCP.

Le titulaire est tenu de présenter chaque année, à la Centrale d'achats, un rapport d'activités et de performance relatif au présent accord-cadre.

Le titulaire est tenu de fournir, sur simple demande de la Centrale d'achats et dans un délai de deux jours ouvrés, tout élément prouvant ou susceptible de prouver le respect des règles de salubrité et de sécurité imposée dans le cadre de la réglementation intéressant sa profession.

La non remise de ces documents entraînera pour le titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité conformément à l'annexe 2 du C.C.P.

Aussi, le titulaire se doit de répondre à toutes demandes d'informations relatives au suivi des marchés à la Centrale d'achats dans un délai raisonnable de 5 jours ouvrés, sans quoi il s'expose à des pénalités équivalentes à celles précitées.

## Article 8.5. Encadrement des relations commerciales

La Centrale d'achats dispose de l'exclusivité des relations commerciales suivantes :

- ❖ Ajout et suppression d'articles ;
- ❖ Offres promotionnelles ;
- ❖ Suivi et statistiques de vente ;
- ❖ Suivi des rapports de visite et d'audits ;
- ❖ Suivi des non-conformités majeures.

Ces éléments seront communiqués pour validation à l'adresse générique : [centrale@crous.fr](mailto:centrale@crous.fr)

## Article 8.6. Portée des clauses du présent CCP

Toute tolérance ou permission de l'une des parties au présent accord-cadre concernant le respect des clauses du présent CCP ne saurait être considérée comme une renonciation à demander l'exécution desdites clauses.

# Article 9 Prix de l'accord-cadre

## Article 9.1. Référence et consistance des prix

Les prix sont déterminés par les prix unitaires tels qu'ils figurent dans le(s) B.P.U. et dans la liste des prix constitués par le catalogue tarifaire du titulaire, affectés de la remise consentie par ce dernier.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance, au



transport jusqu'au lieu de livraison, au déchargement ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations y compris la taxe sur les activités polluantes, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, les cotisations, contributions, et autres droits et accises.

Par ailleurs, les frais de manutention, de préparation, de stockage, de transport et de fourniture qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

### Article 9.1.1. Contenu des prestations et achat sur catalogue

Les commandes ordinaires : le BPU liste les différents articles faisant l'objet d'une commande ordinaire.

Commandes hors BPU sur catalogue ou offre promotionnelle : en cas de besoins nouveaux ou spécifiques se rapportant à une fourniture non référencée dans le(s) BPU, il pourra être recouru au catalogue du titulaire.

Le titulaire du marché doit fournir le nouveau tarif public auquel doit être joint le catalogue en cours ainsi qu'une CLE USB ou un lien téléchargeable en ligne présentant les produits et comportant notamment les prix correspondants aux articles référencés dans le(s) BPU.

Pour les fournitures commandées sur le catalogue public du titulaire, les prix de référence du marché sont les prix nets HT figurant au tarif public du titulaire en vigueur à la date des offres, ou révisés selon les modalités décrites à l'article 9.2 affectés du(des) taux de remise applicable. Ce taux sera constant pendant toute la durée du marché.

Les prix du catalogue public tarifé du titulaire sont les tarifs publics, auxquels sont appliqués les pourcentages de remise, conformément au(x) BPU du titulaire à la date de dépôt de l'Offre. Les prix du catalogue sont fermes pour une période d'un an (date d'anniversaire du présent accord-cadre).

Dans le bordereau de prix, le candidat doit renseigner le pourcentage de remise hors BPU qu'il consent à appliquer aux produits présents dans son catalogue.

Le nombre de références dans le(s) BPU peut être modifié à la marge, dans la mesure où cela correspond à une demande récurrente des adhérents ou à une évolution des pratiques.

### Article 9.1.2 TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code Général des Impôts.

## Article 9.2. Forme des prix

### Article 9.2.1 Révision de prix

Pour l'ensemble des références, les prix unitaires seront révisables semestriellement à compter de la date de début d'exécution du marché selon la formule de révision suivante :

La formule de révision des prix comporte une partie fixe et une partie variable.

La formule de révision des prix est soumise à un coefficient de stabilisation, appelé CS et égal à 0.30 (stockage et pertes 12% + valeur ajoutée 14% + emballage 4%).

La formule de révision des prix est la suivante :

$$PR = PO \times [CS + (0.7 \times CV)]$$

Dans cette formule :

PR est le prix HT au jour de la révision,

- PO correspond au prix HT initial de l'offre du candidat,
- CS est le coefficient de stabilisation de 0.30 (30%),
- CV est le coefficient de variation qui résulte du rapport suivant : IR/IO ou CR/CO
- ❖ Indice IR ou CR dernier indice ou cotation connus au moment de la révision ;
- ❖ Indice IO ou la cotation CO correspondant à la valeur de l'indice ou de la cotation connue au moment de la remise des offres ;
- Les indices sont déterminés à la ligne sur le BPU.

Pour les révisions suivantes, les modalités seront les mêmes en remplaçant les valeurs de PO, IO, CO par celles de la dernière révision.

Les demandes de révision émanent du titulaire de l'accord-cadre.

Elles doivent parvenir au pouvoir adjudicateur par courriel à [centrale@crous.fr](mailto:centrale@crous.fr) un mois avant la date d'application des prix unitaires révisés.

En l'absence de révision de prix effectuée par le titulaire dans les délais requis, les prix initiaux ou éventuellement déjà révisés de l'accord-cadre (derniers prix en vigueur) sont maintenus jusqu'à la prochaine date de révision. Aucun recours ne sera possible.

### 9.2.2 La particularité de la théorie de l'imprévision

Conformément aux dispositions des articles L. 2194-1 et R. 2194-1 du Code de la commande publique, les parties conviennent que la révision des prix pourra être envisagée en cas de circonstances imprévues affectant l'exécution du présent marché. L'imprévision pourra être invoquée lorsque l'exécution du contrat devient plus difficile ou onéreuse en raison d'événements exceptionnels et imprévisibles qui n'étaient pas prévus au moment de la conclusion du marché. Ces circonstances imprévues doivent être objectives, c'est-à-dire totalement indépendantes de la volonté des parties et ne pouvant être anticipées par une diligence raisonnable.

En particulier, la révision des prix pourra intervenir en cas de variation significative et imprévisible des coûts des matières premières, des énergies ou en cas de changements législatifs ou réglementaires non

anticipés. Ces événements doivent entraîner un bouleversement substantiel de l'équilibre financier du marché, qu'il s'agisse d'une hausse ou d'une baisse des prix. L'article 15 du CCAG-FCS précise que lorsque l'exécution du marché devient plus coûteuse en raison de telles circonstances imprévues, une révision des prix peut être envisagée.

Il est entendu que toute demande de révision des prix ou modification des conditions d'exécution en raison de l'imprévision devra être formalisée par écrit et accompagnée des justifications nécessaires, telles que la présentation de factures d'achats ou de tout document justifiant de l'imprévision invoquée. Cette demande devra être formulée sans délai, après que l'événement imprévu soit survenu et ait eu un impact direct sur l'exécution du marché.

L'imprévision ne pourra être invoquée que si l'événement en question ne pouvait en aucun cas être prévu lors de la signature du marché. En outre, toute demande de révision ou de modification doit être proportionnée à l'impact réel de l'événement imprévu sur l'exécution du contrat. Le titulaire du marché devra apporter la preuve que l'imprévision est avérée et que les conditions d'exécution du marché sont désormais modifiées de manière substantielle. Si l'imprévision n'est pas avérée ou si l'événement invoqué ne répond pas aux critères ci-dessus, la demande de révision des prix ou de modification des conditions d'exécution sera rejetée.

En cas d'accord sur la révision, un avenant formalisera la révision des prix ou toute autre adaptation nécessaire aux nouvelles conditions d'exécution du marché, afin de garantir l'équilibre financier et contractuel du marché initial.

### Article 9.3. Clause de sauvegarde

Au cas où interviendraient des hausses de prix supérieures à 5% du prix initial et à 2% de la clause butoir, sauf cas exceptionnels de type imprévision, la Centrale se réserve le droit de :

- ❖ Réduire les prestations initialement prévues, et poursuivre l'exécution de l'accord-cadre à la condition que le titulaire justifie, une telle hausse, par tout moyen ;
- ❖ Résilier purement et simplement le marché, sans que le fournisseur puisse prétendre à aucune indemnité.

La Centrale d'achats dispose d'un délai 60 jours calendaires maximum à compter de la réception des nouveaux tarifs, pour les accepter ou les refuser. Notification de la décision est faite au titulaire dans le délai précité.

### Article 9.4. Clause butoir

La majoration du prix par l'effet de la révision ne peut pas être supérieure à 2% du prix de l'année précédente pour chaque article défini par sa référence article détaillée entrant dans le périmètre de l'accord cadre.

La Centrale d'achats dispose d'un délai de 60 jours calendaires maximum à compter de la réception des nouveaux tarifs, pour les accepter ou les refuser. La décision d'acceptation ou de refus est notifiée au titulaire.

## Article 9.5. Promotions et nouveaux produits

Si au cours de la période d'exécution du marché, des articles appartenant au marché faisaient l'objet d'une vente promotionnelle, à des prix inférieurs au marché, le fournisseur s'engage à en faire bénéficier à la Centrale d'achats ainsi que ses adhérents sans que cela ne donne lieu à une facturation spéciale.

Le titulaire est tenu de fournir à la Centrale d'achats, au plus tard 2 mois avant chaque période de promotion, un catalogue comprenant l'intégralité des références commerciales mises à disposition lors de ces dates.

Le titulaire est informé que si, par principe, les tarifs de chaque référence bénéficient du pourcentage de remise catalogue indiquée dans le BPU, ils peuvent aussi faire l'objet d'une négociation animée par la Centrale d'achats.

**Les nouveautés peuvent donner lieu à des expérimentations pilotées par la Centrale d'achats**, sur des sites testeurs avant une intégration à l'ensemble des adhérents.

Les commandes passées pour des produits relatifs à des promotions ou des nouveautés ne donnent pas lieu à la rédaction d'un acte modificatif du présent accord-cadre.

Toutes nouveautés et promotions appellent la fourniture d'une plaquette à destination des utilisateurs.

## Article 9.6. Date de formation des prix et facturation

L'article R.2162-5 du Code de la commande publique prévoit que les bons de commande ne peuvent être émis que pendant la durée de validité de l'accord-cadre auquel ils se rattachent.

Les prix à payer sont ceux applicables à la date de la commande.

Sauf avis contraire de l'un des adhérents, la rémunération du titulaire est versée après la réception, par l'unité de gestion concernée, de la facture correspondant à la livraison. Les factures doivent notamment comprendre, outre les mentions légales :

- Le numéro de l'accord-cadre ;
- Le numéro de facture ;
- Les noms et adresses du créancier ou la raison sociale ;
- Le numéro du registre du commerce et le numéro SIRET ;
- Le numéro de son compte bancaire international IBAN, conforme à l'acte d'engagement ;
- Le numéro de nomenclature concerné ;
- La date de commande ;
- La date et le lieu de livraison ;
- Le produit livré ;
- Le conditionnement ;
- Le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage ;

- Les prix unitaires et totaux H.T. et T.T.C ;
- Les frais supplémentaires de livraison dans les cas où les montants de franco ne sont pas atteints.

Chaque adhérent se réserve le droit de compléter ou de modifier les renseignements indiqués sur la facture.

Par ailleurs, le titulaire est informé qu'une facturation dématérialisée est mise en place. Chaque adhérent communique aux titulaires les éléments pratiques permettant la dématérialisation des factures via Chorus Pro.

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les factures dématérialisées sont transmises via la plateforme <https://chorus-pro.gouv.fr>.

## Article 10 Modalités de règlement, facturation, délais de paiement et intérêts moratoires

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique sur présentation de factures au nom du titulaire précisé à l'acte d'engagement.

### Article 10.1. Facturation électronique obligatoire

En application des articles L. 2192-1 et suivants et Article D. 2192-1 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire doit transmettre ses factures sous forme électronique.

Conformément à l'article D. 2192-2, la facture électronique doit comporter les éléments suivants :

- 1) La date d'émission de la facture ;
- 2) La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3) Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4) En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5) Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6) La date de livraison des fournitures ;
- 7) La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- 8) Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9) Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10) Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11) Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures doivent également comprendre, outre les mentions légales :

- ❖ Le numéro de l'accord-cadre ;
- ❖ Le numéro de son compte bancaire international IBAN, conforme à l'acte d'engagement ;
- ❖ Le numéro de nomenclature concerné ;
- ❖ La date d'émission du bon de commande ;
- ❖ le lieu de livraison ;
- ❖ Le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage,
- ❖ Les prix unitaires et totaux H.T. et T.T.C.

Chaque adhérent se réserve le droit de compléter ou de modifier les renseignements indiqués sur la facture.

Pour faciliter la facture électronique, la plateforme Chorus Pro permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et est mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

La transmission par la solution Chorus Pro constitue désormais l'unique mode autorisé de transmission des factures aux entités publiques. En cas d'envoi d'une facture par une autre voie, il sera rappelé au titulaire l'obligation de se conformer à l'envoi par voie électronique et la facture sera rejetée en application de l'article R. 2192-3 du Code de la commande publique.

## Article 10.2. Délais de règlement

Sauf avis contraire de l'un des adhérents, la rémunération du titulaire est versée après la réception, par l'unité de gestion concernée, de la facture correspondant à la livraison.

Les délais de règlement applicables sont de 30 jours à compter de la réception de la facture sur le portail Chorus, les paiements ne s'effectuant qu'après certification du service fait.

Sauf avis contraire de l'un des adhérents pour des raisons structurelles liées à l'organisation de leurs services, la rémunération du titulaire est versée après la réception de la facture correspondant à la livraison. En aucun cas, le délai de paiement ne pourra être supérieur au délai de 30 jours dans les conditions prévues ci-avant.

Conformément à l'article R. 2192-15 du Code de la commande publique, le délai de paiement ne court pas lorsque la facture a été transmise en dehors de la solution Chorus Pro.

En effet, en application de l'article R. 2192-15 du Code de la commande publique, le délai de paiement ne court qu'à compter de la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail Chorus Pro.

### Article 10.3. Intérêts moratoires

Conformément aux dispositions combinées du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, des articles L2192-10 et suivants et des articles R2192-10 et suivants du Code de la commande publique :

- Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur ;
- Le retard de paiement est constitué lorsque les sommes dues au créancier, qui a rempli ses obligations légales et contractuelles, ne sont pas versées par le pouvoir adjudicateur à l'échéance prévue au marché ou à l'expiration du délai de paiement ;
- Dès le lendemain de l'expiration du délai de paiement ou de l'échéance prévue par le marché et jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse, le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros ;
- Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire prévue à l'alinéa précédent, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification ;
- Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

### Article 10.4. Avances

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, et sous respect des conditions prévues aux articles R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la commande publique le versement d'une avance peut être prévu.

Une avance pourra être versée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le taux d'avance est fixé à 10 %.

Son montant excédant 5%, l'avance ne sera versée qu'après constitution d'une garantie à première demande conformément aux dispositions des articles R.2191-36 à R.2191-42 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'imputera par précompte dès la première facture émise au titre des prestations dont le montant est compris dans l'assiette de celle-ci

## Article 10.5. Acomptes

En application de l'article R.2191-20 à R.2191-22 du Code de la commande publique, le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. Le cas échéant, le montant versé au titulaire est diminué de la fraction correspondante de la retenue de garantie mentionnée aux articles R.2191-32 à R.2191-35 du Code de la commande publique.

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Dans le cadre du présent accord, et lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article 19 de la Loi du 5 juillet 1996, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, ce maximum est ramené à un mois à la demande du titulaire.

## Article 10.6. Cession ou nantissement de créance

Les créances nées ou à naître, concernant le présent accord-cadre peuvent être cédées ou nanties. La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R.2191-61 du Code de la commande publique est l'agent comptable du Cnous.

Le représentant du pouvoir adjudicateur remet au titulaire la copie du présent accord revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en un exemplaire unique en vue de lui permettre de céder ou de nantir des créances en résultant.

En cas de cotraitance, la copie du présent accord certifiée conforme à l'original en un unique exemplaire, destinée à être remise à un établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance, est délivrée au mandataire du groupement solidaire.

Toute cession ou nantissement est adressé à l'agent comptable du Cnous.

Par ailleurs, les fournisseurs étrangers ne peuvent céder ou nantir leur marché que sur la base du montant hors TVA.

## Article 11 Pénalités, ajournement, réfaction et rejet

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les titulaires ne sont pas exonérés des pénalités dont le montant total ne dépasserait pas mille euros hors taxes (1000€HT).

La liste des pénalités, et les montants associés, sont définis en annexe n°2 du présent CCP.

Les pénalités sont prononcées par l'adhérent concerné ou la Centrale d'achats. Le titulaire est tenu de fournir, à chaque date anniversaire et à la Centrale d'achats, la liste des pénalités versées.

Les pénalités et réflexions sont cumulables et applicables sans mise en demeure préalable. Toutefois, le délai à partir duquel sera décompté les jours de retard devra être justifié par le service bénéficiaire par tout moyen de preuve (fait générateur) et notamment un message informant le titulaire de la situation.



En cas de contestation le titulaire devra informer la personne publique dans un délai maximal de 8 jours calendaires à compter de la réception de ce décompte. Passé ce délai, son silence vaudra acceptation des pénalités et réfections.

La décision d'admission, d'ajournement, ou de rejet est prise par le directeur du site concerné ou son représentant.

## Article 12 Principes et motifs de résiliation

### Article 12.1. Motifs de résiliation

Conformément aux dispositions du chapitre 7 « Résiliation » du CCAG-FCS, la Centrale d'achats peut demander la résiliation du présent accord-cadre aux torts du titulaire dans les conditions décrites à l'annexe n°2 du présent CCP.

Toutes résiliations prononcées aux torts du titulaire ne donnent lieu à aucune indemnisation.

### Article 12.2. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Le présent CCP prévoit, conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, que l'adhérent peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord prononcée aux torts du titulaire.

Les modalités d'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire sont fixées par l'article 45 du CCAG-FCS.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du présent accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

### Article 12.3. Résiliation pour motif d'intérêt général

La Centrale d'achats peut mettre fin à l'accord-cadre, pour motifs d'intérêt général, à tout moment par décision de résiliation.

## Article 13 Droit, langue, monnaie et juridiction applicable en cas de litige

En cas de litige, le droit français est applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent donc être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Les contestations qui pourraient subvenir entre la Centrale d'achats et le titulaire de l'accord-cadre ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

Les dispositions administratives et financières sont réputées acceptées sans réserve par les deux parties. En cas de litige portant sur des problèmes techniques et plus généralement dans le cadre de service régulier du titulaire, la loi française est seule applicable.

Avant tout recours contentieux, les parties peuvent convenir d'engager avec le titulaire un processus transactionnel.

Les parties peuvent aussi le cas échéant soumettre leurs différends et litiges au comité consultatif de règlement amiable des litiges, (C.C.R.A.).

Dans le cas où un règlement amiable entre les parties des différends ou litiges susceptibles d'intervenir en cours d'exécution ne serait pas possible, le Tribunal Administratif compétent est :

**Tribunal Administratif de Cergy Pontoise**

**2-4 boulevard de l'Hautil**

**95027 CERGY PONTOISE Cedex.**

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro.

## Article 14 Dérogations au CCAG-FCS

L'Article 3 du présent CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS

L'Article 5.1 du présent CCP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS

L'Article 9 du présent CCP déroge aux articles 10.1.1 et 10.2.2 du CCAG-FCS

L'Article 11 du présent CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS